



Nouvelle usine au Maroc : une délocalisation déguisée qui menace Bidos



La CGT exprime sa profonde inquiétude à la suite de l'annonce officielle, confirmée par le ministre de l'Industrie marocain, de la création d'une nouvelle usine aéronautique au Maroc destinée à produire des éléments liés notamment à l'Airbus A320.

Il a été clairement indiqué que cette usine commencera par la production de petites pièces pour évoluer progressivement vers les plus grosses structures. Autrement dit : un transfert de compétences organisé, méthodique, planifié.

Nous ne sommes pas naïfs !! Derrière le discours sur le « développement industriel » se cache une stratégie bien connue : faire monter en compétence un pays où le coût du travail est plus faible et où la protection sociale est nettement moins exigeante. Le Code du travail français compte plus de 3000 pages quand celui du Maroc en compte moins de 1000. Ce n'est pas un détail, c'est un choix de modèle social.

Pour le site de Bidos, qui produit exactement ces mêmes éléments pour l'A320, cette annonce est tout sauf neutre. Elle constitue une menace directe sur **l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le savoir-faire industriel construit depuis des décennies.**

Depuis des années, la direction locale justifie le recours massif à l'emploi précaire par une charge prétendument « non pérenne », qualifiée de simple « **surcroît d'activité** ». Mais si la charge n'est pas durable, pourquoi investir des centaines de millions d'euros dans une nouvelle usine à l'étranger ?



Deux possibilités, soit la charge est bien pérenne et le discours tenu aux salariés est mensonger, soit elle ne l'est pas, et cet investissement relève d'une stratégie de transfert progressif d'activité.

Dans les deux cas, la cohérence de la direction est sérieusement mise en cause.

Pendant que les salariés subissent la pression sur les salaires, l'intensification du travail et la précarité, l'entreprise affiche des bénéfices historiques et verse des dividendes massifs à ses actionnaires. Au lieu d'investir ces ressources dans les sites français, dans l'outil industriel existant et dans l'emploi stable, la direction choisit l'externalisation et la rentabilité à court terme.

La souveraineté industrielle n'est pas un slogan politique : c'est une nécessité nationale. L'industrie aéronautique n'est pas un secteur anodin. Elle représente des compétences stratégiques, un ancrage territorial fort et des milliers d'emplois qualifiés.

La CGT refuse que le site de Bidos devienne la variable d'ajustement d'une stratégie financière.

Nous exigeons :

- la transparence totale sur les volumes concernés
- des garanties écrites sur le maintien et le développement des activités A320 à Bidos
- un plan d'investissement clair sur le site
- la fin du recours abusif à la précarité, et un engagement ferme en faveur de l'emploi durable et qualifié en France

Nous ne laisserons pas le savoir-faire industriel être démantelé morceau par morceau.

